L'ABEILLE.

JOURNAL ET REVUE, PUBLIÉ PAR JEROME BAYON.

IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

VENDREDI MATIN, 3 OCTOBRE 1834.

INTERIEUR.

Nlle-Orléans, 3 oct. 1834.

Dans notre feuille d'avis que nous publierons demain nous donnerons les nouvelles que pourra apporter la malle, et les annonces qui n'ont pu paraître durant la semaine.

La malle d'hier n'est pas arrivée. Celle que nous avons reçue mercredi n'a rien fourni de nouveau. Le Yazoo est le seul navire d'Europe qui soit arrivé à New-York : il a quitté le Havre, le 2 août, et ne donne conséquemment que des nouvelles d'un jour plus récentes.

En parlant de l'ouverture des Chambres, il dit ont qu'il s'était élevé quelque difficulté relativement à l'occupation du fauteuil, dans la Chambre des Députés, le premier et le second jour : le plus ancien membre, auquel revenait, de droit, cet honneur, étant carliste, refusa de s'en prévaloir, le premier jour, et en son absence le siège fut déféré à un autre; mais le carliste vint réclamer ses privilèges, qu'alors, on jugea convenable de lui laisser. Cette petite discussion avait empêché la Chambre de s'occuper d'affaires majeures.

Le 1er. août, au Havre, 110 balles coton Louisiane s'étaient vendues à 125 et 145 fr. et 150 Alabama, à 113 et 129.

ASSOCIATION CONTRE LES DUELS.

D'après l'ordre du Président, les membres du comité général sont invités par les secrétaires William Dubuys et J. J. Mercier à se réunir Lundi prochain, 6 du courant, à la salle de M. Davis, à 6 heures du soir.

Les goélettes Elizabeth et Benita sont parties de Tampico pour cet port, avec $288,000 en espèces.

ARGENT DE JACKSON.

D'après le détail suivant que nous tirons du *Journal of Commerce* de New-York, nous trouvons que l'or va devenir parmi nous assez abondant pour subvenir aux besoins du pays. Si l'on a embarqué de Liverpool 2,600,000 de piastres dans une semaine pour l'Amérique, à la première nouvelle que l'on eut de la passation du bill sur l'or par le Congrès, que ne devons-nous pas attendre pendant un an ? Voilà le résultat des mesures gouvernantes ruineuses de l'administration de Jackson sur le numéraire.

Le navire St.-Andrew apporte 40,000 souverains. Il est sorti en espèces de Liverpool pour les Etats-Unis, dans le dernière semaine de juillet, environ 400,000 livres sterling, ou $2,000,000.

LES VOLEURS L'EMPORTERONT-ILS SUR LE CONSEIL DE VILLE ?

Nous sommes dans l'attente de ce qui va être décidé demain au Conseil de Ville, relativement aux divers moyens proposés pour mettre un terme au désordre occasionnés par les voleurs qui paraissent beaucoup mieux organisés que la police chargée de les écarter. Nous avons quelque raison pour penser qu'on n'applique pas le véritable remède au mal qu'il est cependant urgent de ne pas laisser s'aggraver ; mais, comme il peut s'être opéré un changement dans la manière de voir du Conseil, nous nous abstiendrons de porter un jugement avant d'avoir connaissance de la décision qui sera prise à cet égard ; nous réservant de faire nos réflexions, si nous remarquons qu'on ne prenne pas les mesures nécessaires pour en finir avec une question si simple pour quiconque s'est tant soit peu occupé d'administration municipale. Mais ici, malheureusement, tous nos rouages administratifs engrènent si mal, que les questions dont la solution est la plus facile à trouver, se compliquent toujours au point qu'on ne peut jamais arriver au résultat le plus avantageux pour la chose publique. La faute en est-elle aux institutions, ou bien aux hommes ? Il est possible que les institutions aient besoin de subir quelques réformes; mais les hommes sont surtout le plus grand besoin de se mettre à la hauteur des institutions. On sait qu'il faut être beaucoup plus sage pour vivre en république que pour être content à tout autre forme de gouvernement. La république peut être considérée comme le gouvernement des hommes mûrs; tandis que les autres formes de gouvernement peuvent plutôt être regardées comme plus convenables aux enfans et aux jeunes gens. Abonnons-nous bien cette maturité, cette expérience qui convient à la forme de gouvernement sous laquelle nous vivons ? Notre conduite, celle surtout des hommes qui sont appelés au maniement des affaires, pourrait faire croire que nous ne sommes pas encore parvenus à ce point de perfection qu'il faut avoir atteint pour jouir du bienfait de ces institutions sublimes environ par tous les peuples, mais que bien peu sont encore susceptibles de supporter.

Il est fort heureux pour nous que l'océan nous sépare des autres nations et nous mette à l'abri de la ferule des rois de l'Europe, car déjà ils auraient voulu nous donner quelques leçons pour nous apprendre à nous conduire avec un peu plus de sagesse. Vous tous, citoyens, qui êtes à la tête de l'administration du pays, souvenez-vous donc que vous avez des devoirs sacrés à remplir, qu'il y va de votre honneur et du salut de tous de mettre négliger pour vous opposer à tout le mal qu'il est en votre pouvoir d'empêcher, et pour faire tout le bien qu'il vous est donné de prouver à vos concitoyens. Puisque nous prétendons être plus sages qu'on ne l'est à Pékin, à Constantinople ou à St.-Pétersbourg, prouvons-le. La vie et les propriétés des citoyens sont protégées, ils ont si bien trouvé le moyen d'écarter les voleurs. Si nous ne le trouvons pas, ce moyen, nous déclarerons que les gouvernements despotiques sont en progrès sur certaines républiques.

DES DISCUSSIONS DU CONSEIL DE VILLE.

Comment ne pas éprouver de l'étonnement lorsque l'on assiste aux délibérations du conseil de ville, et qu'on entend en manière de discussion comment ne pas être surpris de voir des hommes chargés d'une mission aussi importante que celle de représenter les intérêts de la ville, perdre ainsi le temps précieux d'une séance qui n'arrive que tous les huit jours.

Personne n'éprouve autant de mécontentement que nous lorsque nous sommes obligés de faire la critique d'hommes qui sont estimables sous tant de rapports, et qui possèdent autant de bonnes qualités que ceux auxquels ce sont adressés nos reproches. Certes, ces hommes qui se chargent de prendre les intérêts de leurs constituants et de défendre leurs droits sont bien louables ; mais avouons aussi que ceux qui se rendent à cette assemblée, ou pour passer un moment d'ennui, ou pour s'y conduire d'une manière telle que celle qu'on a pu observer à la dernière séance du conseil, méritent d'être relevés du péché dans lequel ils sont tombés.

Nous avons que les différens articles que nous avons publiés dans notre dernier numéro, n'ont pas eu assez d'*esprit pour* plaire à certains membres, et que des malédictions doivent nous avoir été adressés ; mais habitués comme nous le sommes, depuis cinq ans, aux malédictions des uns et des autres, à la haine de ceux qui ont été l'objet de nos réflexions, nous nous sommes armés quelque sorte réjouis de la haine et des malédictions, dont on a été si prodigue à notre égard, parce que loin d'avoir produit l'effet qu'en en attendait, cette haine et ces malédictions n'ont contribuées qu'à la prospérité de notre établissement.

Que l'on ne croie pas que nous prenions plaisir à faire de l'opposition, quand même ; notre opposition est basée sur des actes de l'autorité délibérative et administrative, sur des faits qu'il est impossible de contester, tant de la part du conseil de ville que de celle de ses employés. La facilité avec laquelle on dispose des fonds du trésor en améliorations aussi futiles, qu'un pavage que l'on est obligé de refaire tous les huit jours ; que des murs que l'on reconstruit tous les six mois ; que des ouvrages immenses qui se donnent à l'entreprise, lorsque la ville possède en moins suffisamment d'ouvriers de tout état qui restent fort souvent sans occupation. Voilà des abus que l'on voudrait voir passer sous silence voilà ce qui nous attire tant de malédictions de *l'artisan* et tant de *haines des détenteurs*.

Résultats-t-il de ces inimitiés qu'à l'avenir nous ne puissions plus dénoncer les auteurs du mal dont une grande partie de la population se plaint ? Soulève-t-il que Mr. A. et Mr. L. crient à *l'intrigue*, pour que nous ne fassions pas connaître les coupables ? Nous n'avons pas encore cette habitude.

Que le conseil se montre donc constamment dans ses délibérations ; qu'il les homme auxquels nous avons confié notre vie et nos propriétés comme de nous traiter en *bêtes* ; que leurs séances, au lieu de ne passer avec un ordre aussi peu décent, prennent les caractère délibératif, alors l'on verra que notre opposition que l'on qualifie de hostilité cessera une grande métamorphose.

Parmi les passagers arrivés du Havre à New-York, par le Fleur, entrevoyez MM. Boulet, Dudon et Berard, de la Nouvelle-Orléans.

D'après le rapport du Bureau de Santé de New-York, il paraît que le nombre de décès occasionnés dans cette ville, par le Choléra, depuis sa disparution, [illegible] du 9 août) jusqu'au 15 septembre inclusivement, a été de 611. Le journal du 16 septembre n'en [illegible] plus haut, en comptant 39 décès. Le 13, il n'y en avait eu que 13.

(Continué.)

Mon Libérateur

Lorsqu'en tisant leur vaste projets j'y vis l'annonce d'un Collège Médical, à la Nouvelle-Orléans, j'en fus enchanté, me figurant qu'une loi du Congrès venant de créer un collège, qui serait si utile dans notre ville, et qu'enfin la Louisiane se trouvant seule située pour l'étude des diverses parties de l'art de guérir, allait avoir une école régulière d'enseignement des médecines distinguée, susceptible de donner à notre profession le lustre qu'elle mérite, et à ceux qui l'exercent, le degré de considération dont les prive ici, en grande partie, la quantité de charlatans qui s'arrogent impudemment, à la honte des tribunaux, le droit de l'exercer, soit en usurpant des titres qu'ils n'ont jamais possédés, soit en faisant un vil métier de la plus noble des professions.

Qu'elle n'a donc pas été ma surprise en voyant que ce collége, se forme de lui-même et sans aucune espèce d'autorisation ! En Angleterre, en Allemagne, en France, dans tous les pays civilisés du monde entier, une école de médecine ne peut être établie qu'en vertu d'une loi, les professeurs n'en sont nommés que par le gouvernement, une université, ou des concours. Pour être candidat il faut au moins être docteur en médecine d'une des principales facultés du pays; et l'on accepte très bien que cela ne peut pas être autrement, quand on considère qu'il s'agit de la science la plus difficile du monde, celle des rapports la santé, science qui intéresse tous les citoyens, et pour laquelle en conséquence il est impossible de choisir des professeurs trop savans.

A dont ne plaise que je veuille faire entendre par là que les honorables médecins dont les signatures sont au bas du prospectus, ne se trouvent pas dans cette catégorie; mais cela ne suffit pas, et quelque soit leur instruction, ils n'ont nullement le droit, à mon avis de se nommer eux-*mêmes* à des places aussi importantes qui ne devaient être données que par concours devant une des premières facultés de l'union, à des médecins déjà gradués par une de ces facultés ou par une des principales de l'Europe, et ayant au moins 30 ans d'âge, le professorat exigeant presqu'autant d'expériences que de savoir.

Or les signataires du prospectus, réunissent-ils toutes ces conditions, en même la plupart d'entre elles ? Non sans doute; comment peuvent-ils donc se permettre d'ériger un Collège Médical ?

Je ne sais pas bien positivement jusqu'à quel point s'étend la liberté aux Etats-Unis, mais je ne crois pas qu'elle aille jusqu'à permettre légalement, une semblable institution de la manière dont nos honorables confrères paraissent le vouloir; c'est ce que l'avenir nous apprendra.

Je ne sais pas non plus, si auparavant de former leur association, ils ont proposé à quelques uns des médecins Créoles ou nés Européens, qui exercent ici d'en faire partie; s'ils ne l'ont pas fait, ils devaient le faire, et je suis persuadé que celui ou ceux à qui ils se seraient adressés, leur auraient démontré qu'une école de médecine ne peut et ne doit pas s'improviser ainsi.

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur ce sujet, Mr. l'Editeur, mais étant qu'un article de gazette ne permet pas une trop grande extension, je me réserve d'en parler de nouveau, plus tard s'il y a lieu, et que vous veuillez bien le permettre.

Un Médecin Américain.

DERNIERES NOUVELLES DE TURQUIE.

Des lettres de Constantinople, qui sont jusqu'au 5 juillet, sont arrivées à Paris. Ces lettres annoncent que plusieurs vaisseaux de guerre russe, ayant des troupes à bord, est mouillé dans le golfe Bizeboli, à 35 lieues au-delà du Bosphore; et que d'autres, avec trois polacres chargées de monde, se dirigeaient par vers Erakli sur la côte asiatique. On s'attend à voir un premier jour cette espèce d'avant garde des forces moscovites ancrées à Buyukdéré, si les flottes de l'Archipel continuent à inquiéter le divan et ses protecteurs.

La Porte continue à rassembler des soldats autant qu'elle le peut, tant vers Tokat et Sivas dans l'Anatolie, qu'à Ramas Tchiftik sur le canal, où l'on s'efforce de les organiser à l'européenne, et sur divers points de la Propontide. Tout cela est évidemment destiné à agir contre les Egyptiens d'abord, et puis contre la France et l'Angleterre, s'il y a lieu. Mais les dispositions de Mahmoud et son divan sont loin d'être approuvées par le peuple de la capitale et des provinces environnantes, et c'est ce qui ne rassure guère les Russes et leurs partisans; ils ne peuvent enrôler tout le monde, et les oreilles même ne sont pas sûres.

Il paraît, suivant les lettres, qu'un officier général, française de naissance, doit arriver de Crimée à Constantinople, s'il n'y est déjà rendu, et qu'il y sera investi d'un commandement important. On croit que c'est M. de Bourmont, et que les Dardanelles lui sont être confiées. Ce bouleverait des conquêtes russes est toujours l'objet des soins les plus actifs.

Les ministres russes turcs se souviennent qu'il fut forcé en 1807 par une escadre anglaise qui repassa de nouveau douze jours après, sans autre perte que deux corvettes, des avaries et 5 ou 600 hommes tués ou blessés, et après avoir brûlé chemin faisant, les vaisseaux du capitan pacha. On a travaillé à perfectionner tous les anciens ouvrages, à rendre maniable les énormes canons des batteries basses et l'on a terminé ce qui était à peine commencé lors de l'expédition de l'amiral Duckworth. Dupe l'état actuel, les deux châteaux *le Vieux Baker*, et *Ediamie Kalessi*, séparés seulement par environ 800 toises, et armés d'une manière formidable, sont les véritables clés du passage. Cependant les fortifications de la pointe Negara qui bat tout le canal, encore restent vis à vis de Lampsaki, ont ajouté beaucoup à la défense. En 1807, les Anglais eurent toujours le vent favorable; une sept vaisseaux de ligne ils en avaient trois à trois ponts qui, malgré la rapidité de leur marche, bouleversèrent plusieurs batteries turques; enfin il n'y avait ni canonniers ni officiers russes. Aujourd'hui ce serait imprudence que de vouloir forcer le passage sans diversion et sans débarquement, à moins qu'on ne soit bien assuré des dispositions des principales garnisons.

Les démarches réitérées de la Porte auprès de l'ambassadeur britannique n'ont pour objet que d'agir, de faire du bruit, et de motiver les arrivages russes. Le reis effendi, en copiant les notes fournies par les agens du czar, savait d'avance ce que lord Ponsomby avait à y répondre. Tous les ministres savent fort bien que la France et l'Angleterre n'en veulent nullement à l'empire turc, et que loin d'attaquer son indépendance, elles veulent l'assurer; mais ces ministres ont deux maîtres, ou plutôt ils sont en réalité des sujets de Nicolas, et la *Gazette d'Augsbourg* ne peut pas l'ignorer.

Chacun sait à Constantinople que Méhémet Ali, donnât il au sultan la totalité du revenu de ses provinces, ne pourrait empêcher qu'on le traitât de rebelle, lorsque le temps sera venu; mais ce que l'on commence seulement à apercevoir, c'est la main de la Russie, dans les avanies faites aux Grecs, au roi Othon et à son chargé d'affaires. La Russie, courroucée de la condamnation de Colocotroni, à Nauplie, et de la tendance des Moraïtes à s'affranchir de son influence, suscitera mille embarras à Constantinople, intriguera dans Munich, et désorganisera le gouvernement, jusqu'à ce que ses agens aient repris le dessus dans ce petit royaume qu'elle ne veut que pour elle, ou qu'elle puisse jeter le masque. Tel est le développement de sa politique, et il n'est plus permis à personne de l'ignorer.

Paris, 26 juillet.

La question de l'intervention n'est plus à Paris, elle est à Londres.

Nous sommes réduits à attendre de l'Angleterre, la permission de nous occuper des affaires d'Espagne. La patrie immolée et ses consolliers n'osent affronter cette terrible question de l'intervention. Ces gens qui viennent mieux faire que la république, ne bougent à mieux sur la carte les promenades de don Carlos et la sage temporisation de Rodil, à discuter comme on le ferait sous l'arbre de Cracovie les plans de campagne de ces deux grands tacticiens. Comme pour se dédommager d'avoir laissé arriver don Carlos tout d'un trait à Estremade, ils nous disent aujourd'hui où il a fait la sieste et ses quatre repas. Tous les soirs nous savons où il a couché et où il déjeunera le lendemain. Le discret télégraphe, cette grande conquête de la probité gouvernementale, s'émancipe quelquefois à nous donner des nouvelles de la campagne de don Carlos : ainsi, d'abord il avait passé les Pyrénées avec un seul officier, puis il ouvrait la campagne avec une jante en déroute ; hier il avait une bataille, ce matin il a ordonné une levée en masse. Et qu'on dise ensuite que ce digne télégraphe ne nous raconte pas ce qu'il sait !

Puis vient l'article du *Journal des Débats*, auquel personne ne s'est trompé, et que l'on a tout au plus attribué à une chicane de subvention, à l'exigence d'un nouveau marché.

Cependant, cette question de l'intervention, que l'on a soigneusement écartée de chateau et du conseil par précaution pour certaines susceptibilités de courage et d'honneur, qui, comme chacun sait, se laissent toujours entraîner trop loin, est remise à la prudence de Mr. de Talleyrand, et de son intelligent [illegible] avec les ministres, qui suivra au duc de Wellington et à lord Grey, et qui restera toujours dans le cabinet parce que personne ne s'est encore douté qu'il y fût.

Tandis que l'on discutait gravement à Londres si don Carlos avait bien réellement quitté l'Angleterre, que l'on faisait de mauvaises plaisanteries à M. de Talleyrand et à l'ambassadeur d'Espagne sur l'activité de leur surveillance, le comité des bons des carrés se rendait chez lord Palmerston, pour lui exposer les inquiétudes de la Cité. C'est cette alarme de bourse qui a décidé le noble lord à sortir de son léthargie : il a eu une conférence avec M. de Talleyrand, et les journaux anglais nous apprennent aujourd'hui qu'il est sérieusement question d'ajouter un *erratum* au traité de la quadruple alliance, que cette fois on n'oubliera rien. On va même jusqu'à dire qu'une armée française pourrait bien prendre possession d'Elseneur, que la presse anglaise regarde sans doute comme une position militaire à laquelle sont attachés les destinées de l'Espagne. On a peine à croire à de semblables pauvretés, et cependant c'est là l'histoire écrite, le procès-verbal des confidences qui viennent de s'ouvrir à Londres.

Et qu'on ne dise que ce sont des suppositions gratuites et de mauvaises plaisanteries d'opposition. Lord Palmerston, interrogé au parlement par le colonel Evans, n'a-t-il pas été dire qu'il fut instruit de l'entrée de don Carlos en Espagne, et c'est à peine si on a pu lui faire avouer que la nouvelle n'était plus en Angleterre. Il est vrai que si la diplomatie anglaise traite ainsi légèrement les affaires d'Espagne, on a pour l'entourer de paralysie pour la question Orient. Pendant que l'on encourage les dettes coupables de la France et de l'Angleterre, on prend à forfait les Dardanelles, l'on change les Russes de place, et Mehemet Ali peut même pas changer de lieu ! Pendant que l'on entoure les affaires d'Orient de tant de difficultés, on laisse prendre à la Russie une position formidable, sont les véritables clés du passage. Cependant les fortifications de la pointe Negara qui bat tout le canal, encore restent vis à vis de Lampsaki, ont ajouté beaucoup à la défense. En 1807, les Anglais eurent toujours le vent favorable; une sept vaisseaux de ligne ils en avaient trois à trois ponts qui, malgré la rapidité de leur marche, bouleversèrent plusieurs batteries turques; enfin il n'y avait ni canonniers ni officiers russes. Aujourd'hui ce serait imprudence que de vouloir forcer le passage sans diversion et sans débarquement, à moins qu'on ne soit bien assuré des dispositions des principales garnisons.

Les démarches réitérées de la Porte auprès de l'ambassadeur britannique n'ont pour objet que d'agir, de faire du bruit, et de motiver les arrivages russes. Le reis effendi, en copiant les notes fournies par les agens du czar, savait d'avance ce que lord Ponsomby avait à y répondre. Tous les ministres savent fort bien que la France et l'Angleterre n'en veulent nullement à l'empire turc, et que loin d'attaquer son indépendance, elles veulent l'assurer; mais ces ministres ont deux maîtres, ou plutôt ils sont en réalité des sujets de Nicolas, et la *Gazette d'Augsbourg* ne peut pas l'ignorer.

Chacun sait à Constantinople que Méhémet Ali, donnât il au sultan la totalité du revenu de ses provinces, ne pourrait empêcher qu'on le traitât de rebelle, lorsque le temps sera venu; mais ce que l'on commence seulement à apercevoir, c'est la main de la Russie, dans les avanies faites aux Grecs, au roi Othon et à son chargé d'affaires. La Russie, courroucée de la condamnation de Colocotroni, à Nauplie, et de la tendance des Moraïtes à s'affranchir de son influence, suscitera mille embarras à Constantinople, intriguera dans Munich, et désorganisera le gouvernement, jusqu'à ce que ses agens aient repris le dessus dans ce petit royaume qu'elle ne veut que pour elle, ou qu'elle puisse jeter le masque. Tel est le développement de sa politique, et il n'est plus permis à personne de l'ignorer.

Paris, 26 juillet.

La question de l'intervention n'est plus à Paris, elle est à Londres.

Nous sommes réduits à attendre de l'Angleterre, la permission de nous occuper des affaires d'Espagne. La patrie immolée et ses consolliers n'osent affronter cette terrible question de l'intervention. Ces gens qui viennent mieux faire que la république, se born